

## **Afrique-Economie-Agriculture**

***LIBREVILLE, 27 janvier (Infosplusgabon) - Le Groupe de la Banque africaine de développement va consacrer dix milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour aider l'Afrique à éradiquer la faim et devenir le principal fournisseur de denrées alimentaires pour elle-même et pour le reste du monde.***

L'annonce a été faite mercredi par le président du Groupe de la Banque, Akinwumi Adesina, au cours du sommet africain de l'alimentation Dakar 2, qui se tient à Diamniadio, à l'est de la capitale sénégalaise, Dakar.

M. Adesina a appelé les quelque 34 chefs d'État et 70 ministres participant au Sommet aux côtés des représentants du secteur privé, des exploitants agricoles, des partenaires au développement et des dirigeants d'entreprise, à élaborer des pactes qui assureraient la transformation de l'alimentation et de l'agriculture à grande échelle dans toute l'Afrique. Il les a encouragés à prendre des mesures collectives pour libérer le potentiel agricole du continent et en faire un grenier du monde.

Le sommet Dakar 2, qui a pour thème « Nourrir l'Afrique : souveraineté alimentaire et résilience », se déroule dans un contexte de perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie de Covid-19, le changement climatique et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Plus de mille délégués et dignitaires y ont participé, dont le président de l'Irlande Michael D. Higgins.

Le gouvernement du Sénégal et le Groupe de la Banque africaine de développement coorganisent ce sommet, huit ans après le premier sommet de Dakar 1, au cours duquel M. Adesina, nouvellement élu, avait présenté la stratégie « Nourrir l'Afrique » de la Banque.

Dans son allocution d'ouverture du sommet, le président de la République du Sénégal, Macky Sall, qui est également le président en exercice de l'Union africaine, a déclaré que le moment était venu pour le continent de se nourrir en ajoutant de la valeur et en intensifiant l'utilisation de la technologie.

M. Sall a déclaré : « De la ferme à l'assiette, nous avons besoin d'une souveraineté alimentaire totale, et nous devons accroître la superficie des terres cultivées et l'accès au marché pour renforcer le commerce transfrontalier. »

Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a déclaré que le sommet de Dakar arrivait à point nommé et apporterait des solutions innovantes pour aider l'Afrique à devenir moins dépendante des importations de denrées alimentaires.

« La souveraineté alimentaire devrait être notre nouvelle arme de liberté », a déclaré M. Mahamat à l'assemblée. Il a exhorté les partenaires au développement à travailler ensemble au sein des structures existantes, telles que l'Agenda 2063 et la Zone de libre-échange continentale africaine, pour une transformation durable.

M. Mahamat a, pour sa part, félicité la Banque africaine de développement pour le déploiement d'initiatives transformatrices, telles que la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence de 1,5 milliard de dollars lancée 2022 pour aider les pays africains à prévenir une éventuelle crise alimentaire à la suite de la guerre de la Russie en Ukraine.

Le président du Kenya, William Ruto, a abondé dans le même sens : « C'est une honte que 60 ans après notre accession à l'indépendance, nous soyons réunis pour discuter de la façon dont nous allons pouvoir nous nourrir. Nous pouvons et nous devons faire mieux ».

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement a fustigé : « Aujourd'hui, plus de 283 millions d'Africains souffrent quotidiennement de la faim. C'est inacceptable. Aucune mère ne devrait avoir à souffrir d'entendre l'estomac de son enfant gargouiller, jamais. »

« Nous devons placer la barre plus haut. Nous devons rehausser notre ambition. Nous devons nous lever et nous dire : il est temps de nourrir l'Afrique. Le moment est propice, et l'heure est venue. Nourrir l'Afrique, c'est ce que nous devons faire », a plaidé M. Adesina.

Le président de la banque a exhorté les dirigeants à transformer la volonté politique en actions décisives pour assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique : « Nous devons soutenir fermement les exploitants agricoles, et plus particulièrement les petits exploitants, dont la majorité sont des femmes, et inciter davantage de jeunes à se lancer dans l'agriculture. Et nous devons considérer l'agriculture comme une activité commerciale, non comme une activité de développement, et renforcer le soutien au secteur privé. »

Le président de la République d'Irlande, M. Higgins, a déclaré qu'avec une population jeune représentant environ 20 % des jeunes du monde, l'Afrique avait un grand potentiel. Il a déclaré que le reste du monde l'admirerait à l'avenir.

« Faisons de ce siècle le siècle de l'Afrique, un siècle qui verra le continent s'affranchir de la faim », a lancé M. Higgins.

Dans son message au sommet, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a reconnu que l'Afrique était actuellement confrontée aux défis du changement climatique et de l'insécurité alimentaire, car la guerre entre la Russie et l'Ukraine a fait flamber le prix des engrais et rendu leur approvisionnement difficile.

Il a promis le soutien de l'ONU pour aider l'Afrique à devenir une puissance alimentaire mondiale.

Le président de la République fédérale du Nigéria, Muhammadu Buhari, a estimé que les pays devaient offrir un meilleur soutien aux agriculteurs, consacrer une part importante du budget national à l'agriculture et inciter les jeunes et les femmes à cultiver la terre.

M. Buhari a déclaré : « Nourrir l'Afrique est un impératif. Nous devons veiller à nous nourrir aujourd'hui, demain et à l'avenir ».

Le président nigérian a félicité M. Adesina et la Banque africaine de développement pour le déploiement de zones spéciales de transformation agro-industrielles sur le continent, et notamment au Nigéria.

« Les Zones spéciales de transformation agro-industrielle changent la donne en matière de développement structurel des secteurs agricoles, a-t-il apprécié. Elles nous aideront à créer de la richesse, à développer des infrastructures intégrées autour de ces zones spéciales de transformation agro-industrielle, et à ajouter de la valeur. »

Au cours de ce sommet de trois jours, les acteurs du secteur privé sont appelés à s'engager en faveur de pactes nationaux de fourniture de denrées alimentaires et de produits agricoles, en vue d'orienter les politiques, de créer des réformes structurelles et d'attirer les investissements du secteur privé...

Les gouverneurs des banques centrales et les ministres des Finances devraient élaborer des mécanismes de financement pour mettre en œuvre les accords sur l'alimentation et l'agriculture, en collaboration avec les ministres de l'Agriculture, les acteurs du secteur privé, les banques commerciales, les institutions financières et les partenaires et organisations multilatéraux.

FIN/INFOSPLUSGABON/KJM/GABON2023

© Copyright Infosplusgabon